

# Plus que la réforme, « la rupture est consubstantielle à notre histoire »

LE MONDE 26 MARS 2006

**JACQUES MARSEILLE.** Pour ce professeur d'histoire de l'économie à la Sorbonne, la France, depuis des siècles, n'évolue que par ruptures successives. Comme le montre l'actuelle fronde sur le CPE, l'incapacité du pays à faire des diagnostics partagés, la faiblesse de son syndicalisme, les défauts de son régime et de son personnel politique rendent la réforme quasi impossible

La France est-elle un pays impossible à réformer ?

Oui. Ou en tout cas, c'est éminemment difficile. J'ai cherché désespérément dans l'histoire les moments où la France avait été capable de faire les grandes réformes qui allaient changer son destin, tranquillement, par le dialogue, par le Parlement. Je n'en ai pas trouvé.

Pour vous, la France n'évolue que par ruptures successives ?

La rupture est consubstantielle à notre histoire. J'ai examiné nos grandes ruptures. Il faut les guerres de religion pour passer du fanatisme religieux à une certaine forme de tolérance. C'est avec la Fronde que les privilégiés ont dû se soumettre à une certaine forme d'ordre. Après dix ans de révolutions, les contemporains auraient plutôt misé sur Cambacérés, M<sup>me</sup> de Staël ou Benjamin Constant. Ils n'auraient jamais cité Bonaparte, qui incarnait la populace et qui allait pourtant, en l'espace d'un quinquennat, créer le socle de granit de la France : le franc, le Code civil, les lycées, l'université, le cadastre, les préfets. Lors de la révolution industrielle, la rupture pour faire passer la France du protectionnisme exacerbé à l'ouverture et au libre-échange est accomplie par Louis Napoléon Bonaparte, celui que les bien-pensants de l'époque traitaient de « crétin ».

Comment expliquez-vous cette résistance au mode de la réforme ?

La France est incapable de faire des diagnostics partagés. Je provoque mes étudiants en leur disant que chaque matin, quand il se rase, Dominique de Villepin a au-dessus de sa tête, prêt à cracher la



me elle, il est pour l'Algérie française, alors qu'il est persuadé qu'il faut s'en débarrasser. Pour faire cette rupture-trahison, il faut un charisme très fort, beaucoup d'autorité et de cynisme. Un cynisme porté par un grand dessain. La deuxième est celle de François Mitterrand, qui se fait élire en 1981 sur le thème de la rupture avec le capitalisme, et qui opère peu après la conversion de la France au « réel », c'est-à-dire à l'économie de marché.

Le troïstème scénario est celui de la rupture-élan, qui consiste à accepter la modernité. Cela s'est produit avec Louis XIV après la Fronde, Henri IV à l'issue des guerres de religion, Bonaparte en 1799, puis avec Napoléon III en 1851. Au XX<sup>e</sup> siècle, la France connaît une rupture-affirmation avec le de Gaulle de la Résistance et de la Libération. A l'époque, les bastilles sont à prendre. Et de Gaulle réalise finalement le programme des « communaux », qui est à la fois patriotique et social.

Vos hypothèses tablent toutes sur l'homme providentiel ?

C'est ce qui apparaît dans notre histoire, je n'y peux rien. On peut y trouver des causes historiques, notamment dans la faiblesse du lien syndical - social-démocratique. La France n'a pas fait son deuil de la monarchie, alors qu'elle se croit révolutionnaire. Elle se pense l'héritière de la Révolution et affirme au monde qu'elle est le modèle à suivre en matière de démocratie, alors qu'elle ne l'est pas réellement. Sur le CPE, quelle issue vous paraît la plus probable ?

La guerre d'aujourd'hui, c'est celle du courage contre l'égoïsme. Pour la première fois, les Français pensent que leurs

jeunesse française, et que les patrons français n'ont qu'une seule obsession, licencier sans motif ceux qu'ils ont embauchés l'avant-veille. Avec de tels présupposés et une telle incapacité à négocier, il ne peut qu'y avoir des « guerres civiles » en France. La vraie question qui se pose aux jeunes n'est pas : est-ce que le gouvernement ultralibéral cherche à les précéder ?,

mais comment, avec une croissance comparable à celle de ses voisins, la France crée si peu d'emplois et exclut du monde du travail les seniors et les juniors.

Ensuite, la France n'a pas réellement fait le choix de son régime politique : avons-nous un régime parlementaire ou présidentiel ? Les démocraties qui fonctionnent ont soit l'un soit l'autre. Dans les pays d'Europe du Nord, il existe deux grands partis, l'un, social-démocrate, qui, contrairement au Parti socialiste français, a fait le choix de l'économie de marché, et un parti chrétien-démocrate. Il existe deux chefs de parti, qui n'ont pas fait l'ENA et sont souvent issus du mouvement syndical. Ils ne font pas partie de l'« élite », au sens où on l'entend en France. Ils ont des programmes divergents, plus ou moins social ou libéral ; lorsqu'ils gagnent les élections, ils deviennent premier ministre et sont réélus une ou deux fois. Au bout de dix ou douze ans, on change de génération.

Dans un régime présidentiel comme aux Etats-Unis, le président est obligé de négocier avec le Congrès et ne peut rester à la Maison Blanche plus de huit ans. Après, c'est fini. Jimmy Carter et Bill Clinton donnent bien des conférences, mais ils sont écartés du jeu politique. En France, nous n'avons pas choisi. L'UMP soutient à peine le gouvernement et le Parlement n'a en fait aucun pouvoir. Les dirigeants font de la politique à vie et sont coupés du monde. Valéry Giscard d'Estaing fête ses cinquante ans de vie politique ; François Mitterrand est mort un an après avoir quitté l'Elysée après cinquante ans de vie politique. Jacques Chirac n'a fait lui que quarante-trois ans, et Lionel Jospin risque de se représenter.

### Et les syndicats ?

Le syndicalisme en France est faible et divisé, alors qu'il est uni et représente les deux tiers de la population active dans les autres démocraties. Les corps intermédiaires n'existent pas : la Révolution française les a tous brisés pour établir une relation directe entre l'Etat et le citoyen. Il est donc assez logique que ce soit la rue qui ait pris la place du Parlement en France, d'autant plus que la moitié des Français ne participent pas à la vie politique : 20 % à 30 % ne votent pas, 15 % votent pour l'extrême droite et 10 % pour l'extrême gauche. C'est ce que j'appelle des Français « inutilisés », qui ne participent pas à la vie politique du pays, sauf sous la forme de la contestation. La France est ainsi devenue le modèle de l'absence de réelle démocratie, en tout cas d'une réelle incapacité à la discussion, à la réforme ou au compromis. **Les choses vont-elles assez mal aujourd'hui pour qu'il y ait rupture ?**

Les Français ont très souvent cette expression lorsque vous les interrogez : « Ça va péter. » S'ils le disent, c'est que cela va assez mal pour qu'il y ait rupture. L'histoire nous offre trois scénarios.

Le premier – auquel je crois de moins en moins – est celui de l'accommodement, c'est-à-dire celui de la non-rupture, de la lente agonie. C'est l'exemple de la III<sup>e</sup> République. La Commune, qui est la plus terrifiante des guerres civiles, ne débouche sur rien. Adoptée à une voix près, la III<sup>e</sup> République est une alliance mi-chèvre mi-chou entre les orléanistes et les républicains les plus opportunistes. Elle prend un grand retard sur le plan social. Il faut plus de vingt ans entre le moment où on dépose la loi sur les accidents du travail et son vote, en 1898, pour

reconnaître la responsabilité des employeurs en cas d'accident. Pendant ce temps, l'Etat-providence naît rapidement dans l'Allemagne ultra-conservatrice de Bismarck. La France, très ouverte sur le monde, se replie sur elle-même et rate la première mondialisation. Elle sait creuser des tranchées, mais pas construire des blindés. Pendant l'entre-deux-guerres, elle s'accommode de la menace allemande avec Munich et Vichy.

La plus longue de nos Républiques débouche ainsi sur une triste agonie. La deuxième en longueur, c'est la V<sup>e</sup> République, qui connaît de nouveau un accommodement : une France pour laquelle la mondialisation est l'horreur absolue, l'Europe une menace, et qui veut rétablir la ligne Maginot pour se protéger du plombier polonais. Cette coalition hétéroclite qui dit non au monde, ou vit dans un monde imaginaire qui fait de plus en plus sourire les étrangers, a paradoxalement pour grand rassembleur Jacques Chirac. Il est l'anti-Charles de Gaulle des années 1940.

L'agonie de la V<sup>e</sup> République, dont « l'esprit » est en fait bonapartiste, commence lorsque François Mitterrand accepte la cohabitation. La V<sup>e</sup> République a beaucoup de défauts, si celui qui en est à la tête trahit ainsi son esprit. Si le peuple désavoue le président, il doit se démettre, comme l'avait fait Charles de Gaulle en 1969 et comme aurait dû le faire M. Chirac après la dissolution manquée de 1997 et le référendum perdu de 2005. **Quels sont les autres scénarios ?**

Le deuxième scénario est celui de la « rupture-trahison ». Notre histoire en offre deux superbes. La plus belle est celle de De Gaulle, qui arrive au pouvoir en 1958 avec une opinion qui croit que, com-

GIANPAOLO PAGNI

## La France se pense l'héritière de la Révolution et affirme au monde qu'elle est le modèle à suivre en matière de démocratie, alors qu'elle ne l'est pas réellement



AFP

Jacques Marseille est professeur d'histoire économique à Paris-1 - Sorbonne, directeur de l'Institut d'histoire économique et sociale et président de l'Association pour le développement de l'histoire économique. Il vient de publier Du bon usage de la guerre civile en France (Perrin, 172 p., 14 €).

enfants vivront moins bien qu'eux. Ces enfants vont devoir financer la retraite et la santé de leurs parents, leur propre retraite, et rembourser la dette publique, qui ne cesse de grossir. Un système de répartition où l'on vit trente ans après son départ en retraite, cela ne peut pas fonctionner sans réelle remise en question. J'ai ainsi calculé qu'avec mon espérance de vie je toucherai plus en retraite que l'ensemble de mes revenus d'activité ! Aux frais, bien évidemment, de la génération suivante, qui devra supporter ce poids. Le service de la dette représente l'équivalent de l'impôt sur le revenu. L'autre jour, Bercy a révélé que la dette n'était pas de 65,6 % du PIB, mais de 66,4 %, 0,6 % de PIB en plus, c'est 10 milliards d'euros, deux fois le budget du ministère de la justice, quatre fois celui de la culture, quatre fois l'ISF.

**Assiste-t-on à une rébellion de la classe moyenne, dont le niveau de vie s'érode ?**

Effectivement, les classes moyennes souffrent. Elles ont dit non au référendum européen, pour la première fois. Leur idéologie, c'est l'ascenseur social. A partir du moment où elles pensent qu'il est en panne, cela devient très grave. Il y a bien deux France, une France exposée et une France abritée, mais notre lecture des grilles sociales habituelles ne fonctionne plus. Les ouvriers et employés « protégés » votent socialiste, tandis que ceux qui sont « exposés » votent Le Pen ou s'abstiennent.

On est à la veille de la rupture. La rupture élan, pour moi, ce serait affirmer que le monde existe et que la France ne peut pas se couper de ce monde. Mais on ne peut exclure une rupture socialiste, qui risquerait d'être, une nouvelle fois, une rupture-trahison. Ce serait celle d'un parti qui arrive au pouvoir grâce aux voix des « protégés » et qui s'adapte ensuite au « réel ». Car il sera obligé de le faire. ■

PROPOS RECUEILLIS  
PAR SYLVIE KAUFFMANN  
ET ARNAUD LEPARMETIER  
DESSIN GIANPAOLO PAGNI